

VŒUX 2013

« Nous sommes la gauche du réel et nous assumons notre responsabilité devant les Français. »



« Mesdames et Messieurs les journalistes,

Je vous remercie d'être ici aujourd'hui et je voudrais, au nom de tous les socialistes et en mon nom personnel, vous présenter tous nos vœux pour l'année à venir, pour vous mais aussi pour vos proches et pour l'ensemble de vos rédactions.

Cette année 2013 commence avec gravité, bien sûr à cause de la crise, mais je pense aussi à la situation au Mali où le président de la République a décidé l'engagement de nos troupes pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive des groupes fanatiques terroristes qui menacent le peuple malien, sa liberté et l'intégrité de ce pays.

J'ai une pensée pour nos ressortissants, nos soldats, les otages, mais aussi pour tous vos confrères et vos consœurs qui sont sur place pour nous informer.

Je pense également à vos collègues qui sont actuellement en Syrie pour témoigner et faire connaître au monde des crimes qui, sans leur présence, se dérouleraient à huis clos. Cette quête de la vérité, son prix, se compte en vies humaines, et le tribut a été particulièrement lourd en 2012 avec 141 journalistes morts en faisant leur métier.

Mais il ne suffit pas d'honorer nos journalistes lorsqu'ils sont loin de nous ou disparus, il faut les respecter au quotidien – même si vous nous titillez, c'est là tout le charme de notre relation. Il n'y a pas de République vivante sans citoyens informés, et il n'y a pas de citoyens éclairés sans presse indépendante et vigilante. À cet égard je me réjouis de relations plus apaisées, même si elles sont toujours aussi

exigeantes, entre la presse et le nouveau pouvoir politique dans notre pays.

Je veux vous dire simplement « merci », merci pour ce que vous faites, et partager quelques remarques avec vous. J'ai demandé à notre secrétaire national aux Médias, Philippe Buisson, de mener une large consultation, sans tabou, sur l'indépendance des groupes de presse liés à des grands groupes vivant de marchés publics. Je comprends que des grands groupes français puissent investir dans la presse, après tout, c'est préférable à des fonds d'investissement étrangers, mais en revanche ce n'est pas sain qu'on puisse cumuler en démocratie les rôles de patron de presse, d'industriel en contrat avec l'État et de Sénateur UMP, sans garde-fou. Cela n'existe nulle part ailleurs, et nulle part on n'accepterait les ignobles propos homophobes que M. Dassault a tenus et qui n'ont toujours pas été condamnés par l'UMP. Il est évident qu'une telle confusion des genres ne favorise pas l'indépendance de la presse et la bonne information du public.

Je pense que nous la gauche, nous devons assumer notre relation nouvelle avec les Français, une relation qui a changé, celle d'une gauche qui gouverne, face à une opposition qui dérive.

La gauche qui gouverne c'est une gauche qui assume de réformer la France, qui s'engage et invente, et surtout une gauche qui co-invente le changement avec les Français.

Je voudrais donc insister sur ces trois enjeux : assumer, s'engager, inventer.

L'AGENDA

26 janvier

► Rassemblement des
secrétaires de section

27 janvier

► Manifestation pour
le mariage pour tous

7 février

► Atelier du changement
à Brest

Oui nous sommes la gauche du réel et nous assumons notre responsabilité devant les Français.

Nous assumons totalement la vérité sur la gravité de la crise et sur l'obligation de résultats que les Français nous ont fixée. Nous assumons la rupture avec le sarkozysme, qui a laissé des séquelles lourdes dans notre pays, nous assumons une politique nouvelle et meilleure pour la France. Et nous assumons d'être clairement réformistes et clairement de gauche.

Et je voudrais même aller plus loin : Oui j'assume la confrontation avec la droite sur le terrain des valeurs et des résultats, oui je suis fier d'une gauche qui réforme ce pays à la fois dans le dialogue social et avec détermination. La gauche doit parler d'une voix forte parce que la situation est grave et je ne fais pas partie de ceux qui s'occupent plus de leurs petits états d'âme que de nos grandes réformes.

Je suis fier que nous soyons le parti de la justice sociale et de la valeur travail, qui avait été dévoyée par la droite. L'accord signé vendredi par les partenaires sociaux est absolument majeur, non seulement pour le dialogue social, mais surtout pour l'emploi, la protection des salariés et la compétitivité : il complète l'arsenal pour l'emploi le plus massif depuis des années, avec le crédit d'impôt compétitivité, les emplois d'avenir, les contrats de génération, la Banque publique d'investissement pour les PME. Concrètement, ce sont des emplois qui vont être sauvés pour les Français, la précarité qui va être pénalisée et l'embauche en CDI des jeunes encouragée, la couverture santé de millions de salariés qui va être étendue, ainsi que les droits à la formation et les conditions d'indemnisation du chômage, les salariés auront accès à des informations économiques stratégiques sur l'avenir de leur entreprise et seront représentés dans les conseils d'administration. Je me battra donc pour ce cet accord et ces avancées soient transformés en législation nouvelle, protectrice des salariés, avec le soutien du Parti socialiste.

Nous devons en permanence mettre les réformes en perspective, en cohérence, les expliquer et les défendre auprès des Français. C'est ce que vont faire toute cette année les militants socialistes sur le terrain.

Oui il faut donc mieux expliquer ce que nous faisons, mais aussi ce que nous sommes. Nous sommes la gauche du réel, de la volonté, de la transformation, de l'innovation.

Assumer, pour mieux s'engager.

S'engager pour mettre la société en mouvement, mener la bataille idéologique face à la droite et à tous les conservatismes qui s'opposent aux changements, à la justice sociale et à la conquête de nouveaux droits et de nouvelles libertés, s'engager pour proposer, et inventer le monde vers lequel on va. Nous devons être une gauche d'invention et d'innovation, un socialisme d'innovation ! Innovation économique, innovation sociale, innovation démocratique.

Innovation économique. Il nous faut combattre la crise, mais aussi tenir un discours de vérité sur la mondialisation : nous vivons dans une économie ouverte et il faut aider la France à gagner dans la mondialisation plutôt qu'inciter les Français à la nier. Il faut protéger nos salariés, nos emplois, notre modèle social en imposant avec nos partenaires européens des règles de réciprocité et de juste échange à l'échelle mondiale, mais aussi en musclant notre compétitivité et en produisant de la richesse en France. Cela passe par des transformations nombreuses, certaines ont été engagées, d'autres restent à mener et nous ferons des propositions, je pense pour commencer à notre système de formation. Nous devons réfléchir à des solutions audacieuses, par exemple sur notre système d'enseignement supérieur, au rapprochement progressif Universités-grandes écoles pour créer des Harvard à la française ou à l'européenne.

Au cœur de l'innovation économique, il y a aussi l'innovation écologique. C'est au niveau européen qu'il faut penser l'innovation écologique, c'est-à-dire penser l'après-crise dans un monde qui s'épuise sous nos yeux. Nous devons voir plus loin que cinq ou dix ans, penser notre rapport à l'environnement, notre façon de produire, dans tous les domaines, l'industrie, l'énergie, le logement, l'agriculture, la fiscalité, mais aussi notre façon de commercer, de faire respecter les hommes et la planète, de donner à l'Europe un temps d'avance, ce sera l'objet d'une convention en mars, animée par Laurence Rossignol et Eduardo Rihaan Cypel. Nous tiendrons notre convention sur l'Europe en juin, présidée par Jean-Christophe Cambadélis et Catherine Trautmann, préparée d'ici là par quatre forums organisés avec nos partenaires européens, avec Jean-Louis Bianco et Estelle Grelhier.

Nous aurons également plusieurs initiatives communes avec nos amis du SPD en particulier sur les pouvoirs des travailleurs dans les entreprises.

Notre pays a aussi besoin d'innovation sociale, de savoir comment faire société, comment les individus peuvent vivre solidaires. L'accord de vendredi a montré la force du dialogue social et montré la voie d'une République contractuelle. Il en appelle d'autres, et c'est aussi pourquoi il était si important, qui porteront sur l'avenir de notre protection sociale, les retraites, notre système de santé. C'est pourquoi nous soutiendrons que la démocratie sociale soit inscrite dans la Constitution.

L'innovation sociale pour redonner toute sa force à la solidarité dans la vie de notre société. Moi je n'accepte pas que cette année commence avec l'expulsion sans ménagement d'une grand-mère de sa maison de retraite. Je n'accepte pas une société où une petite fille est escortée de la cantine par un policier municipal pour impayé, c'est une honte dans un pays comme le nôtre.

Je n'accepte pas que la crise nous décivilise, nous jette dans le chacun pour soi et l'écrasement des plus faibles. Je veux plus d'égalité, plus de fraternité, et je crois que nous devons pour cela repenser notre système de solidarité. C'est ce sur quoi j'ai chargé Hélène Geoffroy de nous faire des propositions à la suite du lancement de la conférence sur la lutte contre la pauvreté.

L'innovation démocratique, celle de nos institutions, comme celle de nos pratiques politiques, est absolument essentielle, elle est attendue par les Français qui veulent être au cœur de la politique, acteurs des débats et des choix qui décideront de notre modèle de société dans le monde de demain.

Concernant nos institutions politiques, le président de la République a annoncé des réformes issues du rapport de Lionel Jospin. Le gouvernement a annoncé son intention d'avancer sur le non-cumul et la parité. Les socialistes apporteront évidemment leur contribution sur des sujets sur lesquels nous avons toujours été pionniers.

La position du Parti socialiste est claire : nous sommes pour une loi sur le non-cumul avec application dès les élections de 2014. Telle est bien la feuille de route qui m'a été donnée par les militants au congrès de Toulouse et je suis extrêmement déterminé sur ce sujet.

Le temps de la rénovation de la vie publique est venu, c'est pourquoi je soutiendrai aussi une loi supprimant le financement des partis politiques ne respectant pas la parité, projet sur lequel travaille Adeline Hazan.

Je continuerai aussi à me battre pour emporter la conviction des parlementaires centristes et humanistes sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, qui doit être une conquête d'égalité, de fraternité et de partage des valeurs de la République par la citoyenneté locale.

Comme vous le savez, par ailleurs, le Parti socialiste aura encore un temps d'avance aux municipales pour lesquelles nous organiserons des primaires locales là où c'est utile à la victoire de la gauche.

Sur toutes ces questions, je ferai donc respecter la voix et le mandat reçu des militants socialistes.

J'ai donné à l'équipe des secrétaires nationaux trois priorités claires pour notre parti :

Faire "le service après réformes", expliquer les réformes aux Français :

- Ce mois-ci nous éditons un tract à deux millions d'exemplaires « *Tout pour l'emploi* » et nous tenons notre rassemblement des secrétaires de section le 26 janvier prochain, organisé par Guillaume Bachelay et Alain Fontanel avec comme question centrale la mobilisation pour l'emploi et le soutien à la refondation de l'école et à la jeunesse ; il va sans dire que nous serons à la manifestation du 27 janvier, notre cortège sera organisé par Marc Coatanéa, pour défendre la réforme du mariage, de l'adoption et la PMA.
- En février nous lancerons une grande initiative nationale avec des réunions dans tous les départements sur la refondation de l'école avec Émeric Bréhier, et « Les nouveaux hussards de l'école » qui iront expliquer la réforme partout en France.
- Nous rendrons également publiques nos propositions sur la décentralisation et les territoires.

Jean-Marc Germain aura la charge d'organiser trois grands forums sur la question de l'emploi et du travail dans la société.

Produire des idées nouvelles : avec la relance du Lab dirigé par Christian Paul et Karine Gloanec Maurin ; la rencontre avec les intellectuels et les citoyens lors d'universités populaires citoyennes avec Malek Boutih.

Et enfin le plus important : dialoguer directement avec les Français, car si l'on veut se faire entendre des Français, il faut bien les écouter : ce sera le lancement des Ateliers du changement à Brest le 7 février, Marmande, Évry...

Nos militants seront mobilisés dans de nouveaux rendez-vous locaux : les « Places aux citoyens », des nouveaux points fixes dans les villes et les villages, sur les marchés, près des gares, etc.

Carlos Da Silva, qui est chargé de tout cela et a beaucoup de belles idées pour mobiliser le parti, va également organiser avec Thierry Marchal-Beck, président du MJS, un forum de la Génération Changement, au printemps prochain.

Outre nos conventions sur l'environnement en mars et sur l'Europe en juin, nous vous invitons également à la Rochelle du 23 au 25 août cette année, organisée par Valérie Rabault, où nous donnerons la parole à de nombreux acteurs sociaux et de la société civile.

Par ailleurs, je continuerai à rencontrer des acteurs de la société, comme j'ai commencé à le faire en recevant l'ensemble des partenaires sociaux avec Guillaume, Jean-Marc Germain et Pascal Terrasse et Marianne Louis. Dans le même esprit, nous allons poursuivre, avec Guillaume et Luc Carvounas, le bel échange qui s'est engagé avec nos partenaires de la gauche rassemblés au sein de la majorité présidentielle avec lesquels nous avons créé des groupes de travail qui déboucheront sur des PPL communes.

Voilà notre programme de travail, qui est chargé, et il y aura des surprises. Les Français attendent de notre part un engagement total et la gauche a une responsabilité immense. »

[Retrouvez l'intégralité du discours sur parti-socialiste.fr](http://Retrouvez_l'intégralité_du_discours_sur_parti-socialiste.fr)

Accord sur la sécurisation de l'emploi

L'accord sur la sécurisation de l'emploi survenu le 11 janvier à l'issue d'un semestre de négociation a été salué par le Parti socialiste. Cet accord est avant tout « un succès du dialogue social voulu par le président par la République », a commenté le Bureau national du PS.

Cet accord permet « de mieux protéger les salariés contre le chômage en anticipant les mutations économiques et en forgeant de nouveaux droits », a affirmé le BN. L'accord prévoit le renforcement de la prévention des licenciements économiques et le maintien dans l'emploi dans les périodes de ralentissement d'activité des entreprises par le recours encadré à l'activité partielle. La précarité au travail sera réduite grâce à la surtaxation des contrats courts, l'encouragement aux CDI au profit d'exonérations de cotisations pour les employeurs, et la lutte contre le temps partiel subi. Les jalons d'une sécurité sociale professionnelle seront posés. La couverture chômage sera

renforcée et la complémentaire santé généralisée. Les représentants des salariés siégeront dans les conseils d'administration des grandes entreprises avec pouvoirs d'administrateurs et une négociation tri-annuelle sur les plans de formation se déroulera. Le Bureau national a conclu : « Au soutien à la croissance au cœur du pacte européen obtenu par la France, à l'action en faveur de l'investissement qui fonde la politique de compétitivité et la Banque publique d'investissement pour que les entreprises embauchent et innoveront, à la politique active de l'emploi que concrétisent les emplois d'avenir, les contrats de génération et les moyens renforcés du Pôle emploi, s'ajoute l'indispensable levier de la sécurisation des parcours professionnels. Protéger les salariés dans la crise, c'est un impératif et une force pour les entreprises. »

Pour les salariés et l'emploi, le Parti socialiste souhaite la traduction de l'accord dans la loi, dans son esprit et dans son texte.

MALI

Intervention au Mali



La France, à la demande du président malien par intérim, Dioncounda Traoré, s'est engagée pour appuyer l'armée malienne contre les groupes armés islamistes vendredi 11 janvier. « Le Mali fait face à une agression d'éléments terroristes, venant du Nord, a rappelé le président de la République, vendredi dernier. Il en va donc, aujourd'hui, de l'existence même de cet État ami, le Mali, de la sécurité de sa population, et celle également de nos ressortissants. J'ai, donc, au nom de la France, répondu à la demande d'aide du président du Mali appuyée par les pays africains de l'Ouest. » Lors d'une conférence de presse, lundi dernier, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a tenu à rappeler les trois objectifs de cette intervention : « stopper l'offensive des groupes armés terroristes vers le sud qui menaçaient l'ensemble du Mali ;

éviter l'effondrement du Mali, préserver son intégrité territoriale et permettre la mise en œuvre des résolutions internationales ». Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a annoncé que l'augmentation du nombre de soldats présents sur place serait « progressive », allant de 750 à 2500. Le Conseil de sécurité a « confirmé la légalité », de cette action. Une intervention dont l'Assemblée nationale et le Sénat ont débattu mercredi.

« La France est aujourd'hui en première ligne, mais, d'ici une semaine, les forces africaines commenceront à se déployer sur le terrain », a confirmé Jean-Marc Ayrault lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale mardi. Les socialistes ont exprimé leur soutien plein et entier à l'intervention française. Harlem Désir a salué « la détermination du chef de l'État à prendre une décision courageuse dans le respect de la légalité internationale et de l'Organisation des Nations unies ». « Si le pays tombe aux mains de ces terroristes, c'est l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest qui peut s'embraser », a rappelé Jean-Christophe Cambadélis. « C'est une demande d'aide qui ne peut être ignorée », a assuré de son côté Bruno Le Roux. « La France n'a pas vocation à rester au Mali, elle n'y a pas d'autres intérêts que ses ressortissants, a réaffirmé le président Hollande en déplacement sur une base navale française à Abu Dhabi, nous sommes confiants sur la rapidité avec laquelle nous pouvons arrêter les agresseurs, les ennemis, les terroristes. »



David Assouline, 15/01/13

Mariage

« Sur le plan politique, nous avons vu dans la rue le mariage de la droite avec l'extrême droite, des responsables politiques de l'UMP et du Front national dans la même manifestation. On ne peut pas rassembler quand on appelle à manifester contre un nouveau droit. Après s'être chamaillés pendant des mois et des semaines sur le chef de l'UMP, faire sa rentrée sur la lutte contre l'égalité des droits n'est pas de nature à crédibiliser l'UMP comme opposition. »

Guillaume Bachelay et Karine Berger, 12/01/13

Sécurisation de l'emploi

« L'équipe gouvernementale a sonné la mobilisation générale pour amplifier la mise en œuvre du cap fixé par le chef de l'État pour le pays. Tous les efforts de la puissance publique, des acteurs économiques, des partenaires sociaux, doivent être tendus pour permettre à la France de surmonter la crise et de préparer l'après-crise. Cette feuille de route déclinée par le Premier ministre aura le soutien actif et constant du Parti socialiste. »

Émeric Brehier et Yannick Trigance, 11/01/13

Refondation de l'école

« Le Haut conseil de l'éducation a émis un avis favorable au projet de loi sur la refondation de l'école que présentera Vincent Peillon au Conseil des ministres du 23 janvier. Le Parti socialiste se félicite de voir ainsi jour après jour se concrétiser, dans la concertation, la grande ambition définie par le président de la République pour la jeunesse. »

**DROIT AU MARIAGE
ET À L'ADOPTION POUR TOUS**



POUR L'ÉGALITÉ

VENEZ MANIFESTER

**DIMANCHE 27 JANVIER - 14h
DENFERT-ROCHEREAU - PARIS**



parti-socialiste.fr